

28 janvier 2015

Syriza, de l'espoir à l'appréhension **Une direction économique inquiétante**

Syriza a à choisir entre deux stratégies, une stratégie sociale dont le moteur serait la rue et une stratégie nationaliste d'essence parlementaire. À un cheveu d'une majorité, la direction Syriza, faisant un pied de nez à ses instances élues, s'est engouffrée en un tournemain dans une alliance parlementaire avec l'anti-européen et droitier parti des Grecs indépendants. Le dur sectarisme anti-Syriza du parti stalinien KKE et l'absence de représentation parlementaire de la gauche anticapitaliste Antarsya offrait à la direction Syriza l'excuse parfaite pour ce faire d'autant plus qu'elle doit craindre les plus inattendus pièges de la droite. Reste que DEA, tendance anticapitaliste de Syriza, est d'avis que non seulement il y avait une voie de sortie parlementaire mais que cette alliance renie une décision de congrès¹. S'il y a un doute, il est en grande partie levé par les choix du vice-premier ministre, un économiste des plus modéré du parti, et surtout du ministre des finances, un économiste, député mais non membre du parti, qui, en plus de la Grèce, a fait une carrière universitaire en Angleterre, en Australie, dont il est aussi citoyen, et aux EU, où il était posté avant de revenir en Grèce à l'appel de la direction du parti.

Le vice-premier ministre, Ioannis Dragasakis, responsable de la commission économique du parti, est une des plus importantes personnalités de son aile droite². Le moins connu jusqu'alors mais beaucoup plus médiatisé depuis sa nomination, le ministre des finances Yanis Varoufakis sera l'interlocuteur principal de la troïka (Banque centrale européenne, Commission européenne, Fonds monétaire international) pour les questions cruciales des memorandum, qui imposent les balises de l'extrême austérité grecque, et pour la très lourde dette publique due à l'étranger qui rend purement formelle l'indépendance grecque tout en bafouant la dignité du peuple grec. Pour l'aile dure néolibérale, forte en Allemagne, qui envisage peut-être une atténuation des termes de la dette mais qui tient au respect des memorandum y compris les nouvelles mesures exigées pour débloquer un nouveau prêt du FMI³, le nouveau ministre des finances est un dangereux gauchiste⁴. Pour l'aile néolibérale *soft*, significative en Europe du sud et en France, consciente du cul-de-sac économique de l'ultra-austérité exigée par la troïka — le FMI a reconnu ses « erreurs de calcul » prédisant le retour rapide à la croissance grâce à un surgissement des investissements

1 « *Ce n'était pas la réponse obligatoire liée aux résultats des élections et à la situation qui en découlait. En effet, existait le chemin consistant à réclamer un vote de « tolérance » par le Parlement [...] sur la base des engagements de Thessalonique (du 14 septembre 2014) ainsi que du programme du Congrès fondateur de SYRIZA. La décision du congrès de SYRIZA – qui a confirmé sa déclaration de fondation – a repoussé ainsi la recherche d'alliances politiques avec le centre-gauche [PASOK et forces ayant voté les mémorandums]. Cette option, nous le croyons, s'applique aussi (beaucoup plus !) pour le centre-droit.* » (DEA, [Déclaration sur le résultat des élections en Grèce](#), site ESSF, 27/01/15)

2 « *Les deux principaux économistes du parti - et ils sont les véritables représentants des tendances les plus de droite au sein de Syriza, Giannis Dragasakis et George Stathakis [nommé super ministre de l'économie, des infrastructures, de la marine marchande et tourisme, NDLR], d'une manière beaucoup plus simple pour Stathakis, beaucoup plus tactiquement pour Dragasakis, ont développé leurs propres approches distinctes aux problèmes économiques, approches systématiquement différentes des décisions du congrès du parti ou de la position officielle du parti. [...] Dragasakis et Stathakis, par exemple, ont fait des déclarations que le gouvernement Syriza n'agirait jamais unilatéralement sur la position de la dette. Mais la décision du congrès du parti dit explicitement que toutes les options sont sur la table et que rien ne peut être exclu si un gouvernement Syriza subi le chantage des créanciers. [...] Il n'est pas du tout clair ce que Syriza va faire avec les banques et au sujet des privatisations. Il va certainement annuler au moins certaines des plus scandaleuses faites à des prix tout à fait ridicules. Mais les récentes déclarations de Dragasakis et de Stathakis sur ces sujets ne sont pas très encourageantes, en deçà des décisions et des engagements du congrès.* » (Stathis Kouvelakis, [Greece: Phase One – Syriza and Left forces](#), site ESSF, 23/01/15, ma traduction)

3 RFI, [Grèce: un budget 2015 impopulaire voté au Parlement](#), 18/12/14

4 Courrier international, [Yanis Varoufakis, un ministre des Finances rebelle](#), 28/01/15

privés — et de plus en plus politique avec la montée en puissance de Syriza et de Podemos en Espagne, Yanis Varoufakis s'avère du bonbon⁵.

Qu'en est-il au juste? Cet universitaire, qui a brièvement été consultant pour l'entreprise privée, a des vues précises sur une réforme structurelle de la zone euro⁶:

« [L]’économiste Yanis Varoufakis est le coauteur d’une proposition de résolution de la crise de la zone euro qu’il qualifie de "modeste", car elle ne nécessite pas de changements institutionnels. Préfacée dans sa version française par l’ancien premier ministre Michel Rocard, elle a été conçue avec son confrère britannique Stuart Holland [ancien député membre du Parti travailliste britannique et conseiller de Jacques Delors à la Commission européenne] et perfectionnée avec l’Américain James K. Galbraith ["proche de l'aile gauche du parti démocrate américain" (Wikipédia francophone)] de la Lyndon B. Johnson School d’administration publique à l’université du Texas, où M. Varoufakis enseigne depuis 2012.

« Nous montrons qu’il est possible de résoudre les problèmes de la zone euro sans modifier les traités existants. Nous proposons en effet que la Banque centrale européenne (BCE) serve d’intermédiaire financier aux États, en émettant ses propres obligations pour leur compte – ce qu’elle a le droit de faire –, à hauteur d’un endettement de 60 % du produit intérieur brut de chaque pays, le seuil fixé par le traité de Maastricht. [...] Par ailleurs, la BCE pourrait agir de concert avec la Banque européenne d’investissement (BEI) pour mettre en place un grand programme d’investissement. [...] La BCE devrait prendre le relais et émettre ses propres obligations pour cofinancer des infrastructures avec la BEI. De plus, il faut découpler la dette des États du risque bancaire en permettant au Mécanisme européen de stabilité de recapitaliser directement les banques qui le nécessitent, sans passer par un prêt aux États... [...] Enfin, des mesures sociales d’urgence – coupons d’alimentation, aide sanitaire... – doivent être apportées à tous les citoyens pauvres. Elles pourraient être financées par des prélèvements sur les profits du système de paiement européen... »⁷

Condensons ce condensé : il faut un « plan Marshall » financé indirectement par l'Allemagne et consorts de l'Europe du nord. Ce réformisme suppose une abnégation de la bourgeoisie allemande au profit de ses concurrents de la zone euro et plus généralement une renonciation concurrentielle de la zone euro au profit des bourgeoisies « amies » de la Triade (ÉU, Canada, Japon...) et celles émergentes des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) dont le fer de lance est de loin la Chine. Faut-il rappeler qu'aucun plan Marshall ne se concrétisera sans menace révolutionnaire tel qu'il en existait au sortir de la Seconde guerre mondiale. Ça se pourrait — les signes annonciateurs ont surgi des mouvements des places — mais il y a encore loin loin de la coupe aux lèvres. Faut-il ajouter que la crise écologique, issue d'ailleurs du piège consumériste des « trente glorieuses », condamne d'avance la pérennité de ce pis-aller. Il n'y a pas de raccourci en dehors de soulèvements dont la Grèce a donné l'exemple de tentatives spasmodiques de 2010 à 2012 avant de sombrer, mais pas tout à fait, dans la mélasse de la lutte individuelle pour la survie dont est surgie l'illusion électoraliste.

En attendant le début officiel des négociations entre le pot de terre et le pot de fer, l'avertissement des « marchés » est on ne peut plus clair. La bourse d'Athènes est à la baisse⁸ et les taux d'intérêt gouvernementaux à long terme à la hausse⁹. Sans surgissement de la rue pour en finir avec la dette et la bourse, tout est foutu¹⁰.

5 Le Huffington Post – France, [Yanis Varoufakis, le nouveau ministre des Finances grec, a tout pour plaire à Angela Merkel \(mais elle va le détester\)](#), 28/01/15

6 Yanis Varoufakis, [Modest Proposal](#), blogue de l'auteur. Cet essai a été traduit en français : *Modeste proposition pour résoudre la crise de la zone euro*, de James K. Galbraith, Stuart Holland et Yanis Varoufakis (traduction Gilles Raveaud). Préface de Michel Rocard. Les Petits Matins-Institut Veblen, 80 pages, 5 euros.

7 [La crise de la zone euro peut être résolue sans modifier les traités européens](#), Le Monde, 15/01/15 tel que reproduit sur le blogue de l'auteur

8 <http://www.tradingeconomics.com/greece/stock-market>

9 <http://www.tradingeconomics.com/greece/government-bond-yield>

10 Il est bon que Québec solidaire ait salué la victoire électorale de Syriza. Il est présomptueux de vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué en prétendant que « [c]’est un maillon de la chaîne de l’austérité qui se casse ». S'il y a « un signal clair à tous les progressistes » c'est celui de la mobilisation jusqu'à la « grève sociale », seul moyen de « casser la chaîne de l'austérité ».

Marc Bonhomme, 28 janvier 2015
www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca